

Sommet économique de Toronto : Principaux résultats économiques

Le Sommet de Toronto, dernier du deuxième cycle de Sommets économiques, a été couronné de succès et a permis d'obtenir d'importants résultats qui ont fait progresser une vaste gamme de dossiers économiques et politiques.

Le Canada a réalisé les principaux objectifs qu'il s'était fixés pour le Sommet, notamment un maintien de l'engagement des participants au Sommet à coopérer en vue d'une poursuite d'une croissance économique non inflationniste s'accompagnant d'une réduction des déséquilibres mondiaux. Le Canada s'est également efforcé, avec succès, d'obtenir que des progrès soient réalisés en ce qui concerne la libéralisation des échanges, y compris dans le secteur de l'agriculture, ainsi que pour ce qui est des propositions visant à alléger le fardeau de la dette des pays en développement les plus pauvres et des mesures destinées à protéger l'environnement international. Les changements apportés par le Canada à l'organisation du Sommet ont incité à une plus grande spontanéité dans les discussions, tout en permettant à la rencontre d'être axée sur la recherche de résultats concrets, les débats étant essentiellement consacrés aux grandes questions économiques. Parallèlement, les efforts du Canada ont été couronnés de succès en ce qui concerne l'affirmation de l'unité des pays du Sommet sur un certain nombre de questions politiques, notamment les relations Est-Ouest et l'Afrique du Sud.

Les dirigeants des pays du Sommet sont convaincus que les sommets économiques ont renforcé les liens politiques et économiques de solidarité entre leurs pays et ont par conséquent contribué à étayer les principes de la démocratie qui sous-tendent leurs régimes économiques et politiques. Les participants ont donc convenu d'instaurer un nouveau cycle de sommets en acceptant, à l'invitation du Président de la République française, de se réunir en France du 14 au 16 juillet 1989.

Questions économiques

Les dirigeants des pays du Sommet ont observé un contraste frappant entre

les années 70 (forte inflation, déclin de la productivité, coopération internationale inadéquate en matière de politiques) et les années 80 (inflation maîtrisée, croissance vigoureuse et soutenue, productivité plus élevée). Bien que les pays du Sommet connaissent actuellement la plus longue période de croissance économique de l'après-guerre, les années 80 ont par ailleurs vu se manifester d'importants déséquilibres extérieurs dans les pays industriels, une instabilité accrue des taux de change et des difficultés à assurer le service de leur dette de la part de certains pays en développement (PMA). Face à cette évolution, les pays du Sommet ont renforcé leur engagement à l'égard de la coopération internationale.

Coordination internationale des politiques économiques

Les événements survenus dans le sillage des difficultés financières d'octobre 1987 prouvent l'efficacité et la permanence des arrangements adoptés. Les pays du Sommet ont affirmé leur détermination de rester en garde contre une reprise de l'inflation et de coordonner les efforts visant à réduire les importants déséquilibres extérieurs. Les dirigeants ont entériné les conclusions des ministres des Finances du Groupe des Sept selon lesquelles des variations excessives des taux de change, une nouvelle baisse du dollar ou une hausse de celui-ci suffisamment marquée pour compromettre le processus d'ajustement, pourraient avoir des effets négatifs en diminuant les perspectives de croissance de l'économie mondiale.

Les dirigeants ont reconnu l'importance des réformes structurelles pour la poursuite de la croissance économique. Ils ont déclaré qu'ils procéderaient à un examen collectif des progrès réalisés et qu'ils s'efforceraient d'intégrer les politiques structurelles à leur processus de coordination économique. Les priorités en ce domaine de chaque participant au Sommet ont été exposées dans l'annexe à la Déclaration économique.



Le Sommet économique de Toronto

Système commercial multilatéral — Uruguay Round

Le succès de l'*Uruguay Round* assurera l'intégrité d'un système commercial multilatéral ouvert, prévisible et fondé sur des règles claires; en outre, il conduira à une expansion des échanges et à un renforcement de la croissance économique.

Les pays du Sommet ont accueilli avec grande satisfaction la conclusion de l'Accord de libre-échange entre le Canada et les États-Unis, ainsi que les progrès constants réalisés par la Communauté européenne en vue d'établir un marché unique d'ici 1992. Ces développements devraient étayer le système commercial multilatéral ouvert ainsi que l'incidence libéralisatrice de l'*Uruguay Round*.

Les dirigeants ont convenu qu'il fallait faire en sorte que la Conférence ministérielle d'examen à mi-parcours des négociations du GATT, qui a lieu à Montréal en décembre 1988, donne un nouvel élan aux négociations, concernant le domaine de l'agriculture comme les autres.

Nouveaux pays industriels

Les participants au Sommet ont déclaré que l'importance économique accrue des nouveaux pays industriels (NPI) et des autres pays d'Asie dont l'économie est tournée vers l'extérieur s'accompagne de plus grandes responsabilités internationales ainsi que d'un vif intérêt mutuel à engager un dialogue plus constructif et des efforts de coopération. Ce dialogue et cette collaboration pourraient se concentrer sur des domaines tels que les politiques macro-économiques, monétaires, structurelles et commerciales, de façon à réaliser l'ajustement structurel international nécessaire à une croissance soutenue et équilibrée de l'économie mondiale. Les pays du Sommet ont encouragé la mise en place de processus informels susceptibles de faciliter l'examen multilatéral de questions d'intérêt mutuel et de favoriser la coopération nécessaire.